Année XXIV. № 635 — 1er Mars 1924

LE RÉVEIL
COMMUNISTE - ANARCHISTE.

SUISSE ET ITALIE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

PARAIT TOUS LES QUINZE JOURS
Adresser lettres et mandats :
LE RÉVEIL, *rue des Savoises, 6*, GENÈVE (Suisse)

UNION POSTALE UNIVERSELLE
Abonnement : une année, fr. 5 ; six mois, fr. 2.50
Le numéro : 10 centimes

Salle de la Maison du Faubourg

Les jeudis 28 Février
et 6 Mars, à 8 h. 30 du soir

Travail et Travailleurs jusqu'à la Révolution française

Conférences par L. BERTONI

Fédération des Syndicats ouvriers.

Dictature et Révolution

Sous ce titre notre ami Louis Fabbri a publié en italien un volume, dont le *Libertaire* avait annoncé il y a quelque temps la traduction française. Nous ne savons ce qui est advenu de ce projet, mais nous croyons qu'une lutte tenace s'impose à nous contre le bolchevisme soi disant communiste et sa prétention de vouloir monopoliser la révolution. Malgré ses persécutions criminelles et le plus éclatant démenti que les faits viennent donner chaque jour à son faux révolutionnarisme, il profite encore de l'une de ces légendes dont la vie est singulièrement dure. A nous de montrer sans relâche la douloureuse réalité.

Voici la préface écrite par Malatesta à la traduction espagnole du livre de Fabbri.

* * *

Depuis deux années environ qu'il fut écrit, le livre de Louis Fabbri sur la révolution russe conserve toute sa fraîcheur et reste le travail le plus complet que je connaisse sur ce sujet. Les événements qui se sont déroulés postérieurement en Russie sont même venus affirmer la valeur de l'œuvre, en donnant aux déductions que Fabbri tirait des faits alors connus et des principes anarchistes, une ultérieure et plus évidente confirmation expérimentale.

La matière du livre est un cas particulier du vieux, de l'éternel conflit entre liberté et autorité, qui a rempli toute l'histoire passée et travaille plus que jamais le monde contemporain, et des vicissitudes duquel dépend le sort des révolutions actuelles et futures.

La révolution russe s'est déroulée avec le rythme de toutes les révolutions passées. Après une période ascendante vers plus de justice et plus de liberté, qui dura tant que l'action populaire attaquait et abattait les pouvoirs constitués, survint la période de réaction ; elle commença dès qu'un nouveau gouvernement eut réussi à se constituer et fut l'œuvre tantôt lente et graduelle, tantôt rapide et violente du nouveau pouvoir appliqué à détruire le plus possible des conquêtes de la révolution et à établir un ordre assurant la permanence au pouvoir de la nouvelle classe gouvernante et défendant les intérêts des nouveaux privilégiés et de ceux parmi les anciens qui réussirent à survivre à la tourmente.

En Russie, grâce à des circonstances exceptionnelles, le peuple abattit le régime tsariste, constitua par son initiative libre et spontanée ses soviets (comités locaux d'ouvriers et paysans représentant les droits des travailleurs et soumis au contrôle immédiat des intéressés), expropria les industriels et les grands propriétaires fonciers au nom de l'égalité et de la liberté, et fonda sur une base de justice, tout au moins relative, la nouvelle vie sociale. Ainsi, la Révolution allait se développant et accomplissant la plus grandiose expérience sociale qu'ait jamais enregistrée l'histoire ; elle s'apprêtait à donner au monde l'exemple d'un grand peuple qui met en œuvre par son propre effort toutes ses facultés, atteint son émancipation et organise sa vie conformément à ses instincts, à sa volonté, sans la pression d'une force extérieure qui le gêne et le contraigne à servir les intérêts d'une caste privilégiée.

Mais, malheureusement, parmi les hommes qui contribuèrent le plus à donner le coup décisif au vieux régime se trouvaient de fanatiques doctrinaires, férocement convaincus de posséder « la vérité » et d'avoir mission de « sauver » le peuple ; d'après eux, point de salut hors des voies qu'ils indiquaient. Profitant du prestige que leur donnait leur rôle dans la Révolution et surtout de la force qui leur venait de leur propre organisation, ils réussirent à s'emparer du pouvoir, réduisant à l'impuissance les autres et particulièrement les anarchistes qui autant et plus qu'eux avaient contribué à la Révolution, mais ne purent s'opposer efficacement à leur usurpation, parce que dispersés, sans entente préalable, presque sans aucune organisation. Dès lors, la Révolution était condamnée.

Le nouveau pouvoir, selon la nature même de tout gouvernement, voulut concentrer dans ses mains toute la vie du pays et supprimer toute initiative, tout mouvement surgi des entrailles du peuple.

Tout d'abord il créa pour sa défense une armée prétorienne, puis une armée régulière et une puissante police qui surpassa en férocité et en manie liberticide celle même du régime tsariste. Il institua une innombrable bureaucratie, réduisit les soviets à être de simples instruments du pouvoir central et les fit dissoudre par la force des baïonnettes, supprima par la violence, et souvent par la violence sanglante, toute opposition, voulut imposer son programme social aux ouvriers et aux paysans récalcitrants et ainsi découragea et paralysa la production.

Il défendit bien le territoire russe contre les attaques de la réaction européenne, mais il ne réussit pas par là à sauver la Révolution, car il l'avait étranglée lui-même tout en cherchant à sauvegarder les apparences et les formes.

Et maintenant il s'efforce de se faire reconnaître des gouvernements bourgeois, d'entrer en rapports cordiaux avec eux, de rétablir le système capitaliste, en somme d'enterrer définitivement la Révolution.

Ainsi, toutes les espérances que la révolution russe avait suscitées dans le prolétariat mondial auront été trahies.

Certes la Russie ne reviendra pas à l'état antérieur, car aucune révolution ne passe sans laisser de traces profondes, sans secouer et élever l'âme populaire et sans créer de nouvelles possibilités pour l'avenir. Mais les résultats obtenus resteront bien inférieurs à ce que l'on espérait et à ce qu'ils pouvaient être et tout à fait en disproportion avec les souffrances endurées et avec le sang versé.

Nous ne voulons pas pousser trop loin la recherche des responsabilités. Certes la faute du désastre revient pour une grand part aux directives autoritaires qui furent données à la révolution, pour une grande part aussi à la singulière mentalité des gouvernants bolchevistes qui se trompant, reconnaissant et confessant leurs erreurs, n'en restaient pas moins convaincus d'être infaillibles et persistaient à imposer par la force leurs volontés changeantes et contradictoires. Mais il est vrai aussi, et plus encore, que ces hommes se sont trouvés aux prises avec des difficultés inouïes et que peut être ce qui nous semble erreur et mauvaise foi fut l'effet inéluctable de la nécessité.

C'est pourquoi nous nous abstiendrons volontiers de formuler un jugement laissant le soin de juger plus tard à l'histoire sereine et impartiale, si tant est qu'une histoire sereine et impartiale soit jamais possible. Mais il y a en Europe tout un parti qui, hypnotisé par le mythe russe, voudrait imposer aux proches révolutions les mêmes méthodes bolchevistes qui ont tué la révolution russe. Il est donc urgent de mettre en garde les masses en général et les révolutionnaires en particulier contre le péril des tentatives dictatoriales des bolchevisants. Et Fabbri a rendu un signalé service à la cause en montrant jusqu'à l'évidence la contradiction qui existe entre dictature et révolution.

L'argument fondamental qu'allèguent les défenseurs de la dictature, encore appelée « dictature du prolétariat », bien qu'elle soit — désormais tous en conviennent — la dictature des chefs d'un parti sur toute la population, l'argument fondamental, dis-je, est la nécessité de défendre la révolution contre les tentatives intérieures de restauration bourgeoise et contre les attaques qui viendraient des pays étrangers dont le prolétariat ne saurait pas tenir en respect les gouvernements par la menace de déclencher la révolution dès que l'armée serait engagée dans une guerre.

Il n'est pas douteux qu'il faut se défendre, mais du système de défense adopté dépend en grande partie le sort de la révolution. Si pour vivre on doit renoncer à ce qui fait la valeur de la vie, si pour défendre la révolution on doit renoncer aux conquêtes qui en constituent le but essentiel, mieux vaut alors être honorablement vaincus et sauver les possibilités de l'avenir que de vaincre en trahissant sa propre cause.

La défense intérieure, il faut l'assurer par la destruction radicale de toutes les institutions bourgeoises et par l'impossibilité de tout retour au passé. Il est vain de vouloir défendre le prolétariat contre la bourgeoisie en la mettant dans des conditions d'infériorité politique. Tant qu'il y aura des gens qui possèdent et des gens qui n'ont rien, ceux qui possèdent finiront toujours par se moquer des lois et même, à peine les premiers bouillonnements calmés, ce sont eux qui arriveront au pouvoir et feront les lois.

Vaines le mesures de police, qui peuvent bien servir à opprimer mais ne serviront jamais à libérer.

Vaine et pire que vaine, homicide, la fameuse terreur révolutionnaire.

Certes la haine, la juste haine qui couve dans l'âme des opprimés est si grande, les infamies commises par les gouvernants et les maîtres sont si nombreuses, si nombreux les exemples de férocité venus d'en haut, si impitoyable le mépris de la vie et des souffrances humaines qu'affichent les classes dominantes, qu'il n'y a pas à s'étonner si un jour de révolution la vengeance populaire éclate terrible et inexorable. Nous ne nous en scandaliserons pas et nous ne chercherons pas à la refréner sinon par la propagande, car vouloir la refréner autrement conduirait à la réaction. Mais il est certain, selon nous, que la terreur est un péril et non une garantie de succès pour la révolution. La terreur, en général, atteint les moins responsables et met en valeur les pires éléments, ceux-mêmes qui sous l'ancien régime auraient servi de policiers et de bourreaux et qui sont heureux d'exercer au nom de la révolution leurs mauvais instincts et de satisfaire de sordides intérêts.

Et ceci s'applique à la terreur populaire exercée directement par les masses contre leurs oppresseurs directs. Car si la terreur devait être organisée, faite par ordre du gouvernement au moyen de la police et des tribunaux appelés révolutionnaires, elle serait alors le moyen le plus sûr de tuer la révolution. Plus que contre les réactionnaires, elle s'exercerait contre les amants de la liberté qui résisteraient aux ordres du nouveau gouvernement et blesseraient les intérêts des nouveaux privilégiés.

On pourvoit à la défense et au triomphe de la révolution en intéressant chacun à sa réussite,

en respectant la liberté de tous, en enlevant à quiconque non seulement le droit, mais la possibilité d'exploiter le travail d'autrui.

Il ne faut pas soumettre les bourgeois aux prolétaires, mais abolir bourgeoisie et prolétariat en assurant à chacun la possibilité de travailler selon ses préférences et en mettant tous les hommes, tous les hommes valides, dans l'impossibilité de vivre sans travailler.

Une révolution sociale qui, après avoir vaincu, est encore en péril d'être anéantie par la classe dépossèdée, c'est une révolution qui s'est arrêtée à mi-chemin et pour s'assurer la victoire, elle n'a qu'à aller toujours plus avant, toujours plus à fond.

Reste la question de la défense contre l'ennemi extérieur.

Une révolution qui ne veut pas finir sous le talon d'un soldat de fortune ne peut être défendue que par des milices volontaires qui fassent en sorte que chaque pas des étrangers sur le territoire envahi les conduise à une embuscade et qui cherchent à offrir tous les avantages possibles aux soldats envoyés par force et traitent sans pitié les officiers ennemis venus volontairement. L'action guerrière doit être organisée le mieux possible, mais il est essentiel d'éviter que ceux qui se spécialisent dans la lutte militaire exercent à ce titre une action quelconque sur la vie civile de la population.

Nous ne nions pas que du point de vue technique plus une armée est dirigée autoritairement, plus elle a de chances de victoire et que la concentration de tous les pouvoirs dans les mains d'un seul, — s'il se trouve que ce soit un génie militaire, — constituerait un bon élément de succès. Mais la question technique n'a qu'une importance secondaire. Et ce serait bien mal servir la cause révolutionnaire que de risquer de tuer nous-mêmes la révolution pour éviter la possibilité d'une défaite infligée par l'étranger.

Que l'exemple de la Russie nous serve ! Se faire mettre la bride dans l'espérance d'être mieux guidés ne peut conduire qu'à l'esclavage.

Que tous les révolutionnaires étudient le livre de Fabbri. Le connaître est nécessaire pour éviter les erreurs où sont tombés les Russes.

Errico Malatesta.

Errico MALATESTA

EN PÉRIODE ÉLECTORALE

DIALOGUE ENTRE OUVRIERS

Prix : 10 centimes

Tribunal de l'Enfance

Ces quelques mots devraient contribuer beaucoup à condamner notre société dite civilisée. Lorsqu'un régime en vient à établir une juridiction pour la coercition des enfants, il faut croire qu'il est tombé bien bas.

Quelles sont les attributions de ce Tribunal ? Prendre toutes les mesures en vue de la répression de soi-disant délits que des enfants ont pu commettre. Pour une peccadille des gosses de 12 à 16 ans tombent sous la patte d'un juge. Parfois pour une pomme prise dans un verger clos, pour avoir cassé une vitre en jouant dans la rue, etc. Il est même arrivé qu'un gamin de 16 ans ait été soumis à près d'un mois d'encellulement seul, ayant volé pour une pièce de vingt sous, afin d'assouvir une faim de trois jours. Car en notre belle ville de luxe et de libertés, il y a celle aussi de laisser des enfants crever de faim.

Les peines infligées aux malheureux enfants varient de deux à quatre ans, soit de maison de correction, soit d'une sorte de relégation en Suisse allemande. La maison de correction est ce que sont tous les bagnes, avec cette différence qu'au bagne on ruine physiquement et moralement un détenu adulte, tandis qu'en maison de correction ce sont des enfants que l'on pervertit, vu le milieu vicieux dans lequel vit le jeune condamné.

La relégation en Suisse allemande consiste dans l'envoi des enfants dans une famille de paysans ou de commerçants, sous prétexte de refaire leur éducation ou d'apprendre un métier. Mais en réalité le maître ne verra en l'enfant qu'un « voyou de ville », de la chair à exploiter. Perdu dans un pays dont il ignore la langue, et par conséquent dans l'impossibilité de se faire comprendre de ses maîtres, le pauvre gosse est en butte à toutes les brutalités. On connaît de ces jeunes détenus, qui ont été astreints à des travaux pénibles, de 4 heures du matin à 10 heures du soir, sans repos, et cela à l'époque de la journée de huit heures ! En cas de refus, ce sont de mauvais traitements, de coups de cravache, de pied et de poing pleuvent drus sur le pauvre rebelle. A bout de patience, le jeune garçon s'enfuit à l'aventure, mais, sans papiers et sans ressources, il est vite repris, condamné à la prison, pour être ensuite ramené chez ses maîtres brutaux. Il arrive alors que le jeune homme, poussé par le désespoir de sa situation, trouve un refuge dans le suicide.

C'est ainsi que dans un pays qui se flatte d'être le phare de la civilisatisn (il est vrai que chaque nation dit de même), on traite l'enfance qui, dans la plupart des cas, n'a eu que le tort de naître dans la misère et de ne pas avoir connu les douceurs d'une famille, ou d'avoir été éduquée à l'école de la rue, cependant que les parents triment dans les ateliers pour gagner la maigre pitance d'une nombreuse maisonnée.

Puissent les jeunes, qui ont souffert de cette exécrable institution du Tribunal de l'Enfance, en concevoir une haine farouche, et nous aider dans notre œuvre de destruction de cette société maudite, afin de reconstruire un monde nouveau, où toute l'enfance aura droit au bien-être, à l'éducation, à la vie.

Juvénil.

En attendant la reconstruction...

le Militarisme prépare la re...destruction.

Après le vote

Le vote sur la journée de huit heures a été fort mal accueilli par la presse bien pensante. A remarquer que ces messieurs avaient posé le problème avec une brutalité singulière : les cinquante-quatre heures acceptées, chaque patron se trouvait autorisé à imposer six heures en plus de travail gratuitement à ses ouvriers. Cette prolongation devait ensuite préparer le retour pur et simple à la journée de dix heures d'autrefois. Nous n'inventons rien ; cela a été dit plus ou moins nettement dans la presse capitaliste. Réduire les frais de la production pour le patronat signifie uniquement pressurer toujours plus les salariés.

Nous n'avons pas besoin de répéter que nous n'attribuons aucune importance particulière au vote de dimanéhe. En Suisse, les ouvriers travaillent déjà, avec ou sans permission spéciale, plus de quarante-huit heures par semaine. Nos fonctionnaires syndicaux ont recommandé l'acceptation de plus d'un contrat collectif avec prolongatiou de la durée de travail. Le monde ouvrier a voté avec d'autant plus d'empressement pour le maintien des huit heures *dans la loi* qu'il se sent impuissant à les imposer *dans la pratique*. C'est pourquoi nous ne nous associons guère à des cris d'une victoire inexistante.

Cela n'empêche pas la presse capitaliste d'être littéralement enragée. Voici ce que nous dit un certain A. B. du *Journal de Genève*, voulant démontrer par $a + b$ le malheur dont *leur* patrie d'exploiteurs vient d'être frappée :

On espérait que le scrutin du 17 février, en élargissant la liberté du travail rendrait aux industries un nouvel essor qui leur aurait permis d'embaucher des bras actuellement inoccupés. Le peuple suisse en a décidé autrement ; aveuglé par ses chefs, bercé d'illusions par les discours et les manifestes des rhéteurs, il s'imagine encore que l'on choisit à volonté sa durée de travail ; il a méconnu les plus élémentaires principes de l'économie sociale ; il a oublié qu'il est inutile de fabriquer si le prix de revient de la marchandise dépasse celui de la concurrence étrangère ; il a cru naïvement que si on lui demandait de ramer vigoureusement durant l'orage c'était seulement pour sauver le pilote, sans comprendre que le sort de l'équipe est lié à celui de l'homme du gouvernail.

La question est tranchée ; n'y revenons plus et considérons les conséquences.

L'émigration va augmenter, nul n'en doute ; la loi historique reprend son cours. Le pays rassemblera toute sa force pour combattre les effets de cette crise sans précédente ; il améliorera ses écoles, développera l'enseignement professionnel, dressera ses jennes fils pour la lutte. Mais ne trouvant pas dans leurs cantons un champ suffisant d'activité, les ouvriers et les ingénieurs que nous aurons préparés à grands frais n'auront qu'une perspective, émigrer et s'établir à l'étranger pour y faire concurrence, et cela par la force des choses, à leur propre patrie. Admirable exemple d'incohérence !

Du point de vue économique, l'histoire blâme Louis XIV d'avoir révoqué l'édit de Nantes et d'avoir ainsi obligé une population industrieuse à gagner des pays plus tolérants où elle introduisit une activité prospère,

Le 17 février le peuple suisse, qui lui aussi peut dire *l'Etat c'est moi*, n'a pas agi avec moins d'inconséquence que le grand monarque.

Impossible d'entasser plus de sophismes en moins de lignes.

S'il y a émigration, c'est à n'en pas douter que les Suisses trouvent des salaires et des conditions meilleures de travail dans d'autres pays. Ils ne s'en iraient certes pas, s'ils jouissaient du bien être en Helvétie. Le Conseil fédéral a d'ailleurs poussé à l'émigration pour se débarrasser des chômeurs, en affichant sur les chantiers de ces derniers des avis *ad hoc*.

Les patrons n'ont pas de quoi occuper les ouvriers huit heures, mais ils pourraient les occuper neuf heures et plus. C'est tout simplement absurde et ce qui l'est encore plus c'est de laisser croire que le prix de revient dépend presque exclusivement des heures de travail, alors que ce n'est que l'un des facteurs et nullement le plus important. Mais comme les autres sont du domaine exclusif de la spéculation bourgeoise, on feint de les ignorer.

Après que tous les fameux pilotes du capitalisme nous ont conduits à la guerre, le moment est mal choisi pour nous rappeler que le sort des équipes est lié à celui des hommes au gouvernail. L'erreur des peuples a été précisément de s'être solidarisés avec leurs gouvernants. Les terribles conséquences n'ont pas encore cessé de se faire sentir.

Les capitalistes suisses n'ont jamais hésité à transplanter leurs industries au delà des frontières, lorsqu'ils ont cru y voir un intérêt, au temps même de la journée de onze heures. Ce n'est pas leur faute, s'ils ne l'ont pas fait dans une plus large mesure, mais simplement parce qu'ils n'ont pas trouvé le profit espéré. Demandez le aux Dollfuss, Obrecht, Wander, etc. Pour cela nulle révocation d'édit ou votation populaiee n'a été nécessaire.

Rien n'est plus révoltant qu'en présence d'une crise de chômage d'entendre parler de liberté de travail ! Une liberté présuppose les moyens de l'exercer ; or, c'est précisément de ces moyens de production que le travail est privé et partant reste esclave du capital !

Le peuple suisse chassé par son vote du 17 février ! Allons donc, il n'est chassé que par la misère, résultat des voleries immenses, se chiffrant par centaines de milliards, de l'immonde spéculation internationale.

Non, l'Etat n'est jamais le peuple, mais la bande d'aigrefins qui se sont enrichis de ses fatigues, de ses privations et de son sang.

Ici et là

*Voici quelques pages de Louis Avennier, parues dans l'*Almanach du Travailleur pour 1909. *On pourrait en réunir plusieurs volumes, qui seraient toujours d'actualité, étant dictées par une haute pensée et nullement par les fluctuations d'une basse politique opportuniste.*

C'est là un travail considérable, fait non seulement gratuitement, mais encore en nous aidant de ses contributions pour le publier, par un homme qui n'avait d'autre gagne-pain que sa plume. Et dire que nous avons entendu des ouvriers l'accuser de vénalité, sous l'inspiration, il est vrai, des parasites du fonctionnarisme syndical et de la politique de places, faussement baptisée de classe.

* * *

Voici l'hiver.

Voici l'époque où le chômage est plus dur, plus cruel, plus mortel. Aux horreurs de la misère qui a faim vient s'ajouter celle de la misère qui a froid. Nous devrions partout organiser les chômeurs, partout leur montrer le mensonge social, partout leur demander : « Puisque le travail est libre, pourquoi n'en avez-vous pas ? » Liberté du travail, et par conséquent droit au travail, tel doit être le cri de ralliement des chômeurs. Aux Unions ouvrières de faire leur devoir. C'est quand la terre est labourée qu'il faut semer. C'est quand l'homme est acculé au dénuement par la société partiale qu'il faut lui montrer les tares, les vices, les iniquités de cette société, et lui faire comprendre l'urgente nécessité de la révolte.

Le suffrage universel est la plus belle conquête du citoyen.

Le 20 juin 1908, on pouvait lire l'information suivante dans la *Tribune de Genève*, organe bourgeois très respectueux de la sainteté du vote :

« Le Conseil exécutif bernois a cassé les élections de la commune de Alle, en appuyant sa décision sur les excès de boisson qui auraient eu lieu de part et d'autre. On procèdera prochainement à de nouvelles élections. »

Imaginez-vous ce qu'a dû être le sabbat mené par les brutes de Alle remplissant le « premier devoir du citoyen ». Il y a beau temps, du reste, qu'on s'est mis à saouler les électeurs, tant on avait de la peine à en trouver chez les gens dans leur état normal. Mais il faut croire qu'à cette occasion on avait dépassé la mesure.

Anecdote.

Ceci se passe à la fin du XVIIIe siècle, mais on pourrait aussi bien le dater de nos jours :

L'abbé Raynal, jeune et pauvre, accepta une messe à dire tous les jours pour vingt sous. Quand il fut plus riche, il la céda à l'abbé de la Porte, en retenant huit sous dessus. Celui-ci, devenu moins gueux, sous-loua cette messe quotidienne à l'abbé Dinouart, en retenant quatre sous dessus, outre les huit sous de l'abbé Raynal ; si bien que la pauvre messe, grevée de deux pensions, ne valait plus que dix sous à l'abbé Dinouart.

Ne riez pas avant d'avoir réfléchi un peu. Il n'est pas un seul de nous, pas un seul prolétaire, qui ne soit en quelque sorte un abbé Dinouart, celui qui exécute le travail sur le profit duquel des parasites prélèvent leur part. Nous aussi nous disons la messe... pardon ! nous travaillons à prix réduit et notre travail est grevé de pensions, rogné par le patron, rogné par les actionnaires, rogné par l'impôt, rogné par le propriétaire, rogné par les capitalistes et exploiteurs de toute espèce. Serons-nous des Dinouart longtemps encore ?...

Us et abus.

Un mot dont on abuse étrangement est celui d'honneur. Nous avons des croix d'honneur, des champs d'honneur, des postes d'honneur, des places d'honneur, des points d'honneur, des hommes d'honneur, des paroles d'honneur, et le régime parlementaire nous a donné des « honorables ». Ceux-ci, pour mériter ce qualificatif, se détestent, se jalousent, se font entre eux une guerre sournoise, se nuisent par mille moyens où se déploie la bassesse de trafiquants rivaux, et à l'époque des élections se traitent plus bas que terre, se jettent à la face cent vérités cruelles. Ils s'accusent mutuellement de forfaits nombreux. Ils ont raison du reste, mais où les « honorables » ont tort par contre, c'est de continuer à se traiter d'honorables, quand ils se connaissent si bien. Il est vrai que l'impudence est leur péché mignon.

Apologue.

Un voyageur rencontra, un jour, dans une savane de l'Amérique, deux sauvages qui, assis sur l'herbe, et ayant déposé leur casse-tête à côté d'eux, jouaient à un jeu d'adresse avec de petits cailloux. Le voyageur les regarda faire : Il faut croire, pensa-t-il, que la partie est intéressée, car ils jouent avec une ardeur !... Ce petit qui a un soleil bleu sur le front est bien adroit ; mais le grand, qui est décoré d'un serpent jaune, ne le lui cède pas. — Bravo ! le serpent jaune. — Ah ! très bien, le soleil bleu. — Voilà le coup décisif. — Ma foi, c'est le soleil bleu qui a gagné... Eh bien ! je n'en suis pas fâché ! Il me plaît beaucoup, le soleil bleu... Soleil bleu, recevez mes félicitations !

— Cher visage pâle, dit le soleil bleu, c'est en t'apercevant que nous nous sommes mis à jouer, et je ne te cacherai pas que nous avons joué à qui te mangerait.

Leçon : Le voyageur, le cher visage pâle, c'est le « corps électoral ». Le soleil bleu est un parti, le serpent jaune en est un autre, et les élections sont le jeu auquel ils jouent pour savoir à qui mangera le corps électoral.

Le maquis.

Pour Code, les abeilles ont des instincts ; l'homme dans la cité humaine est régi par des lois qu'il ignore la plupart du temps de A jusqu'à Z — et pour cause ! Nombreuses, complexes, variables, contradictoires, obscures sont ces lois, et c'est ça que « nul n'est censé ignorer ! », ça, « la confusion organisée », comme disait Spencer.

Un professeur de la Faculté de droit de Paris, par exemple, a défini la loi du 27 février 1880 sur la protection des valeurs mobilières appartenant à des mineurs un « casse-tête chinois », destiné à aller « grossir l'énorme stock des dispositions légales que personne ne connaît ». Si cette loi est une casse-tête pour les juristes, n'est-il pas beaucoup de lois, sinon toutes, qui sont des « casse-tête chinois » pour les justiciables ? Et nous ne parlons pas du style barbare des actes de procédure dont le sens vrai n'apparaît pas toujours au plus savant des juristes.

Non, aucun recueil de loi n'est le « livre familier », le « catéchisme » du citoyen, dont parlait Bentham. Ce serait du reste la fin des législateurs, des avocats, des juges, de tous les parasites de la basoche. Il leur faut l'inextricable maquis pour nous dépouiller et s'enrichir de nos dépouilles. A nous donc de défricher le maquis ! Brûlons le mâquis ! Répétons avec Sully Prudhomme :

Séculaire fouillis de lois, d'us et de mœurs,
Notre monde . . . . . .
Ressemble à la forêt . . . . . .
Les anciens possesseurs défendent qu'on y touche.
Ils sont faits à la nuit de ses fourrés épais.
A l'œuvre ! il est passé le temps de l'examen ;
Il faut que la forêt s'assainisse et s'éclaire,
Ou par le bûcheron ou par l'incendiaire ;
Aujourd'hui la cognée ! ou la torche demain !

Sagesse paysanne.

Si jamais quelque camarade a l'occasion d'aller dans le Poitou (France), qui comprend les départements de la Vendée, des Deux-Sèvres et de la Vienne, il n'y restera pas douze heures sans entendre chanter une chanson du crû, dont le dernier couplet est repris en chœur. Ce dernier couplet, le voici :

Trovaille pésan ! Peine tout ton saoul !
Vonds tes eignas per faire thieuques sous.
Faut daux pichtoles à tribalaye
Per ongressaie thiés rinthivailles.
Te chagrine pas, si t'as pas de poain ;
L'député t'baille... ine pougnée de moain.

(Traduction : Travaille paysan ! Peine tout ton saoul ! Vends tes agneaux pour faire quelques sous. Il faut de l'argent en quantité pour engraisser tes rien-qui-vaille, tes parasites. Ne te chagrine pas, si tu n'as pas de pain ; le député te donnera... une poignée de main.)

Et il y a des gens qui disent, qui croient que les paysans sont des niais. Nous souhaitons autant de malicieux bon sens à tous les stupides citadins qui se nourrissent volontiers de... poignées de mains !

Et le droit du ventre ?

Il arrive assez souvent — au moins une fois par semaine à Londres, par exemple — qu'un pauvre bougre quelconque meurt de faim. Les « amis du peuple » estiment que ça ne les regarde pas puisqu'ils ont réalisé leur programme : la conquête des droits politiques.

A notre tour de réaliser le nôtre pour le droit du ventre. Mais combien d'ignorants ne semblent pas encore se douter que ce qui importe, c'est de vivre ? Vivre d'abord ! Tout le reste n'est que blague et duperie. On ne mange pas de la politique. On se nourrit de pain. C'est à la conquête du pain qu'il faut marcher ! Voilà tout !

Louis AVENNIER.

Garde ta maison contre son gardien.
Quand chacun s'aide, personne ne crève.

Quelques précisions

Nous trouvons dans le *Libertaire* la reproduction d'un article de l'*Humanité*, écrit par Henri Guilbeaux. Donnons-le à notre tour :

N'étant liés par aucune doctrine, par aucun parti, les anarchistes s'octroient une liberté et une indépendances illusoires, se laissant entraîner bientôt vers le capitalisme en quête d'agents et propagandistes directs ou indirects, appointés ou non retribués, peu importe !...

Il serait superflu d'analyser le jeu de la franc-maçonnerie en Italie : grâce à son masque libéral, républicain, anticlérical, cette fraction de capitalistes entraîna ces nombreux éléments à qui manquent des bases solides et que l'on grise si aisément à l'aide de quelques phrases. Sur certains anarcho-syndicalistes, en particulier, la franc-maçonnerie exerça son pouvoir, en fit d'ardents jusqu'auboutistes et, plus tard, de décidés fascistes. Les francs maçons surent utiliser l'individualisme et l'antimarxisme des anarchistes. On leur représenta l'Allemagne comme la patrie de Karl Marx et la social-démocratie comme la réalisation la plus complète du marxisme. Ainsi les soi-disant « indépendants » devinrent les plus « dépendants » de la bourgeoisie.

En Suisse, nous en vîmes un autre exemple saisissant : Bertoni, l'anarchiste bien connu, homme intègre sans doute, mais adversaire obstiné du matérialisme et du marxisme. Les gens qui soutenaient Bertoni et son *Réveil* — quels étaient-ils ? Quelques francs-maçons français et genevois qui, pendant la guerre, patriotes et francophiles, mirent sans difficultés le grappin sur cet « indépendant ». Bertoni ne suivit pas l'exemple des Jean Grave et des Cornelissen ; il se cramponna à son « internationalisme » bien faible, parce que sans appui. Dans ses conférences, il plaidait les circonstances atténuantes pour la France, mais ne ménageait pas ses attaques à l'Allemagne, parce que, pour lui, l'Allemagne était le pays du marxisme, du socialisme, du centralisme, etc. Il se prononça contre Zimmerwald, parce que Zimmerwald se réclamait du socialisme, c'est-à-dire du marxisme international. Le journal *La Suisse*, mauvaise contrefaçon du *Matin* (qui pourtant !...), jamais n'attaqua Bertoni, mais même le défendit ! Ainsi, à son insu, l'anarchiste et l'antimarxiste Bertoni fut utilisé par les agents de l'Entente.

A présent que les social-démocrates allemands ne se donnent même plus la peine de « reviser », de déformer le marxisme, mais le biffent tout simplement de leur programme, à présent que la IIe Internationale, comme le B.I.T. et la Ligue des Nations, est une institution d'Etat capitaliste, Moscou, forteresse du marxisme révolutionnaire, du léninisme, est le grand ennemi des capitalistes et, entre autres, de ceux qui cachent leur origine et leur idéologie sous un rituel suranné et grotesque.

On peut tenir pour certain que les francs-maçons, partisans de la démocratie pure, de l'anticléricalisme pur, défendront le syndicalisme pur et l'anarchisme pur contre le marxisme vivant de la IIIe Internationale, contre le léninisme. Car le léninisme n'est pas autre chose que l'action révolutionnaire, tandis que l'anarchisme convient aux utopistes et aux esthètes, c'est-à-dire, en dernière analyse, aux bourgeois.

Il est impossible d'entasser en moins de lignes plus de faussetés et de mensonges. Nous pourrions secouer les épaules et ne donner le morceau que pour faire juger le monsieur à sa juste valeur par ceux de nos camarades qui pourraient lui avoir gardé quelques sympathies, mais il faut toujours compter avec les naïfs et les mal renseignés qui pourraient croire à l'une ou l'autre des affirmations ci-dessus, toutes également trompeuses.

Disons tout d'abord que si nous n'avons pas une doctrine codifiée et dogmatique, nous n'en demeurons pas moins strictement fidèles à des principes bien clairs et nettement formulés. Ceux qui ont essayé de nous faire adhérer tour à tour au parlementarisme et à la dictature, au centralisme et à l'étatisme ont dû s'en apercevoir.

Le bolchevisme part en guerre contre la franc-maçonnerie, avec quelque retard il est vrai. Lorsque Serrati à Moscou voulut faire ajouter aux fameuses 21 conditions, une vingt-deuxième excluant les francs-maçons du parti, il vit sa proposition repoussée et s'en plaignit amèrement dans l'*Avanti !*

Depuis lors les maîtres de Moscou ont changé d'avis, simplement après avoir constaté leur impuissance à exercer une influence sur la franc-maçonnerie. C'est le même motif qui a fait persécuter brutalement les loges maçonniques par les fascistes en Italie. Malgré leurs mérites patriotiques, les « frères » ont été rossés d'importance et leurs locaux envahis et fermés. Le fascisme qu'ils n'avaient pas manqué de louanger, s'est retourné contre eux ; ils ne sont donc pa à plaindre.

En Italie, ce ne sont pas les anarcho-syndicalistes qui ont été gagnés par la fièvre guerrière,

mais lee fonctionnaires syndicalistes qui se défendaient d'être anarchistes et ne juraient que par Sorel, un marxiste de marque. Le premier fut ce De Ambris, dont Monatte, aujourd'hui bolcheviste aussi, avait pris si chaleureusement la défense contre nos attaques avant la guerre ! Nos camarades eurent le grand mérite de faire une prompte et vigoreure résistance, qui empêcha les mauvais bergers d'entraîner après eux l'Union Syndicale Italienne. Chez les anarchistes le nombre des interventionnistes fut proportionnellement beaucoup moindre que chez les syndicalistes marxistes et les socialistes. Les polémiques entre ces derniers, après leurs scissions, nous ont révélé que la plupart des « élus » étaient personnellement pour la guerre, mais la crainte des électeurs fut pour eux le commencement d'une apparente sagesse. Anarchistes et anarcho-syndicalistes proposaient la grève générale contre la mobilisation ; l'*Avanti!* a répondu par la plume de Serrati *nì* (*no e sì*, non et oui). La doctrine marxiste n'a rien trouvé de plus précis.

Le *Réveil*, contrairement à la revue *demain* de Guilbeaux, a toujours publié ses comptes. Chacun peut vérifier d'où lui vient son argent. Inutile de dire que si des maçons ont quelque chose à voir dans notre journal, ce sont des maçons authentiques que l'on voit chaque jour au pied du mur. Nos adhérents se recrutent surtout dans le bâtiment, la catégorie d'ouvriers qui peut le mieux s'assimiler les idées de démolition et de reconstruction enseignées par nous.

L'internationalisme a, dans la négation anarchiste de l'Etat, la seule base solide qu'il puisse avoir. Reconnaître un Etat particulier avec son gouvernement et son armée blanche ou rouge, c'est admettre implicitement la guerre entre peuples de différents Etats.

Notre attitude en face de la guerre fut nette et décidée. Nous ne pouvions être ni tolstoïens, ni pacifistes à la Romain Rolland, ni brouillons à la Guilbeaux. Nous avons ouvertement conseillé l'insoumission ou la désertion aux soldats de tous les pays, à un moment où certains *as* du bolchevisme, comme Racovski, disaient, eux, qu'il fallait marcher et de la sorte lutter en même temps contre l'ennemi de l'extérieur et celui de l'intérieur. Nous sommes restés les révolutionnaires de toujours, cherchant et préparant les conditions favorables d'une insurrection armée sans vaines déclamations.

Reconnaissons qu'en effet les bourgeois ont mis le grappin sur une trentaine de camarades et moi pour nous garder au secret pendant treize et quatorze mois avant que notre procès ait eu lieu. Précédemment le même grappin avait été mis sur le camarade Schreyer, insoumis allemand, qui, livré à l'Allemagne, mourait quelque temps après en prison de tuberculose contractée par suite de dénutrition. N'oublions pas non plus ceux que le grappin bourgeois encore a saisis pour les envoyer à Orbe, Witzwil, Savatan, Bellechasse et ailleurs, presque tous anarchistes ou emprisonnés comme tels. L'Entente a sans doute pensé qu'il valait mieux nous utiliser en prison qu'au dehors.

Il est vrai qu'ayant été attaqué par la *Suisse* à plusieurs reprises, un inconnu a cru devoir y prendre ma défense. Mais que dire alors des innombrables articles sympathiques pour Lénine que la presse bourgeoise de la Suisse allemande a publiés pendant un certain temps ? Lénine devait lui procurer une déception amère, c'est entendu, mais rien ne prouve que j'aie donné une satisfaction particulière à la *Suisse*.

Je me suis prononcé contre Zimmerwald, réunion extraordinaire de politiciens de la deuxième Internationale. Mais je me suis trouvé en bonne compagnie, parce que, toutes mes raisons particulières d'anarchiste pour m'en méfier à part, les participants de ce congrès se sont divisés eux-mêmes en majorité et minorité. Cette dernière ayant proposé que « la lutte pour la paix fût une lutte révolutionnaire pour le socialisme », on lui répondit que « le Congrès ne devait pas servir les intérêts d'une tendance quelconque », et là dessus la coutumière motion dite du nègre-blanc, stylée pour contenter tout le monde sans rien préciser, obtint le plus de voix. La minorité dissidente commença alors à Zurich une campagne à elle, en opposition aux zimmerwaldiens. Ces spartakistes furent traités de quantité négligeable par l'*Avanti!* Ce sont eux qui devaient former la Troisième Internationale. Guilbeaux me reproche donc — véritable comble — d'avoir été avec les révolutionnaires dont il se réclame aujourd'hui avant lui. Bien entendu, je ne pouvais l'être plus tard quand ils devinrent dictateurs ou... candidats à la dictature.

Depuis plus de vingt ans le soeialisme allemand nous était donné en exemple en opposition à nos utopies, et Guilbeaux aurait voulu que je ne souligne pas sa banqueroute honteuse ! Faut-il lui rappeler que même Liebkuecht a voté les crédits pour la guerre ? C'est bien la peine de chercher les fautes des autres en présence d'un fait aussi navrant, surtout lorsqu'on sait que Bethmann-Hollweg avait déclaré — c'est Racovski qui l'a rapporté dans une brochure — qu'il comprenait que les socialistes votent contre les crédits, mais leur demandait de s'abstenir simplement de toute manifestation. Plus impérialistes que le chancelier de l'Empire donc !

Maintenant Moscou serait la grande forteresse du marxisme révolutionnaire ! Et c'est sans doute pour cela que ses dictateurs ont commencé par s'entendre avec M. Mussolini ! Reprocher ensuite aux social-démocrates de s'entendre avec leurs propres gouvernements, c'est tout simplement ridicule.

Le marxisme — à part l'œuvre de Marx que je laisse juger par de plus compétents que moi — est et restera la doctrine de toutes les équivoques. Voilà la raison de l'idolâtrie que nourrit pour elle M. Henri Guilbeaux. L. B.

Les huit heures

Une camarade nous écrit les lignes suivantes :

1. Voter pour la journée de huit heures, c'est voter pour l'esclavage de huit heures par jour, et aucun révolutionnaire sincère ne la votera, car même une heure de travail servile pour un patron quelconque — c'est trop. C'est toujours l'esclavage avilissant, et aller voter pour cette heure, c'est trahir la cause des travailleurs, c'est amoindrir la dignité humaine. Le seul vote qui puisse être admis par le travailleur aspirant à l'affranchissement — c'est le vote pour l'abolition complète du régime esclavagiste ; vote qui ne se réalise pas par le bulletin du « votard », mais uniquement par l'action directe expropriatrice du travailleur.

2. Sous tons les prétextes qui servent à crier à l'esclave : « Allons voter en attendant des temps meilleurs ! » — se cache une trahison, un mirage ou une hypocrisie. Pour les faibles de volonté, pour les peureux, aller voter c'est toujours plus facile que tendre son énergie pour se révolter contre le fouet et contre le bâton de n'importe quelle couleur. A force d'« allons voter en attendant », on éternise l'esclavage.

3. Tous les votes électoraux, réformistes ou autres sous le régime bourgeois ne servent qu'à perpétuer ce régime. Avec le système électoral uni au système capitaliste, le cerveau du travailleur est exproprié par le député et ses bras sont expropriés par le patron. Dès lors, que lui reste-t-il ? Un corps inerte sans pensée, sans volonté, impuissant devant l'anéantissement politique et devant l'écrasement économique. Tous les votes du régime esclavagistes actuel décrètent sournoisement l'amoindrissement de l'individu dans sa dignité et dans sa vitalité. A bas tous les votes électoraux, réformistes ou autres ! A bas toutes les concessions, tous les raccommodages des chaînes qu'il faut briser ! A bas tous les trucs bourgeois ! Vive la révolution sociale ! V. S.

* * *

Notre camarade a raison. Le vote n'a de sens qu'en tant qu'il laisse croire à l'existence possible d'un droit sans force active pour le défendre au jour le jour. Autrement dit, les huit heures peuvent exister même sans une volontè bien précise de la part des travailleurs. Inutile de souligner les dangers d'une telle mentalité.

Les travailleurs avaient de tout temps acclamé la paix, mais vint le jour où ils furent appelés à faire la guerre. Il fallait NE PAS VOULOIR FAIRE LA GUERRE. Or, c'est précisément la chose dont on s'était toujours bien gardé de leur parler.

Le soir du 15 courant, nous avons vu en tête de l'imposante manifestation pour les huit heures la fanfare de ces employés de tramways, qui, eux, avaient déjà souscrit précédemment à la journée de neuf heures, ce qui ne pouvait manquer de nous amener à d'amères réflexions.

Mais cela dit, il ne faudrait pas non plus en conclure qu'avant la révolution nous ne devons — autrement que par le vote, bien entendu — mettre un frein à l'exploitation. Un grand effort présuppose un entraînement de celui qui est appelé à l'accomplir, soit toute une série d'efforts précédents.

Les anarchistes de Chicago n'étaient nullement inconséquents en participant à une bataille pour les huit heures. Nous ne l'avons pas été non plus en cherchant à les obtenir par l'action directe en 1906.

La révolution, œuvre éminemment collective et sociale, ne peut certes être voulue et décrétée par quelques-uns. Ce que nous devons faire c'est de pénétrer chacun de cette idée, qu'elle ne saurait être évitée et que tout avantage obtenu en dehors d'elle est illusoire. Il faut de plus en plus donner à la masse la conviction de la possibilité d'une large et rapide transformation sociale, en en indiquant d'une façon claire les principaux points, les premières réalisations, les moyens qui sont déjà à notre portée et ceux dont nous aurons à nous emparer. Il importe surtout de faire de la révolution une œuvre compréhensible au grand nombre.

Mais nous ne pouvons nous réunir pour l'entreprendre à une date à notre choix. Ce serait déjà beaucoup que nous sachions être prêts pour toute circonstance où elle prendrait forme sous nos yeux, à la suite de grandes commotions populaires, de façon à intervenir avec le plus d'efficacité possible.

Pendant ces dix dernières années, nous avons vu se produire plus d'un moment révolutionnaire ; plus d'une fois nous avons senti que « la Révolution était là », mais les hommes sachant et voulant saisir l'occasion étaient plutôt rares, tandis que les pompiers prêts à éteindre tout commencement d'incendie se trouvaient en nombre au sein de la masse et jouissaient de sa confiance.

Est-ce à dire que nous devons désespérer ? Non, mais au lieu de jeter des cris de colère — hélas, impuissante ! — mieux vaut se rendre compte de tout ce qui nous a manqué et chercher à y remédier pour une autre fois.

Nous voulons l'émancipation intégrale des travailleurs ; mais toute protestation, résistance ou révolte que nous opposerons au régime actuel, même si elle est loin de représenter *le tout*, n'en sera pas moins un utile élément matériel et moral de préparation à la lutte décisive que nous entendons livrer.

Plus d'une fois il nous arrive d'être attristé par la façon dont les plus grandes questions sont rapetissées, mais c'est toujours une erreur que de s'en aller dans l'isolement en faisant claquer vainement les portes.

Sans suivre la foule dans ses errements, il importe surtout de ne pas perdre notre contact avec elle. C'est même là très souvent le problème le plus difficile à résoudre pour nous, d'autant plus que tous les groupements autoritaires travaillent ouvertement à nous exclure de partout, à moins que nous fassions acte de soumissions et payions un tribut. Faire en sorte en somme de ne pas prêcher dans le désert, de former un certain noyau sur lequel pouvoir compter en toutes circonstances, ne pas rester des inconnus, nous et nos idées, voilà des conditions primordiales même pour une modeste action, à plus forte raison si l'on envisage une besogne de grande envergure.

La logique impeccable de nos affirmations ne saurait suffire à tout ; même le très grand dévouement d'une poignée d'individus ne remplace qu'exceptionnellement l'absence d'une large entr'aide ; et en tout cas la révolution, surtout telle que nous la concevons, exige le concours des masses. Et celles-ci sont ce qu'elles sont ; à nous de savoir leur montrer et faire adopter une nouvelle orientation.

Mais nous aurions grandement tort de leur dire que le peu qu'elles font déjà est absolument inutile ; ce serait les décourager entièrement. Disons, au contraire, que c'est insuffisant et cherchons à donner autant que possible l'exemple de ce qu'il conviendrait faire en plus.

Voilà sommairement notre façon d'envisager la situation et le remède à y apporter.

Montjuich - La vision ultime

Nous venons de faire une nouvelle édition de ce tableau, qui a eu un si grand succès. Les camarades sont priés de renouveler les commandes faites précédemment et que nous n'avons pu exécuter.

Le prix est de 70 cent. l'exemplaire pour la Suisse ; pour les pays étrangers, il sera établi suivant le change. Afin d'éviter de trop grands frais de port et d'emballage, il serait désirable que toute commande ne soit pas inférieure à dix exemplaires.

Impr., rue des Bains, 23.